

[rappel] Les Anonymous s'en prennent au gouvernement français

<p>Denis JACOPINI</p>  <p>vous informe L'CI</p>	<p>[rappel] Les Anonymous s'en prennent au gouvernement français</p>
--	--

Après avoir lancé une attaque par déni de service sur le site du Parti Socialiste hier, les Anonymous semblent aujourd'hui avoir pris pour cible les sites institutionnels du Sénat et de l'Assemblée nationale.

Les services informatiques de l'Assemblée nationale et du Sénat ont indiqué : « *Nous avons rencontré des problèmes de connexion et sommes en train d'en déterminer l'origine, qui pourrait en effet être une attaque DDoS. En tout cas, cela en a toutes les caractéristiques* ». Attaque ou pas, les auditions habituellement diffusées en direct n'ont pu être retransmises ce matin.

Hier, les Anonymous avait revendiqué une attaque similaire contre le site du Parti socialiste via la publication d'une vidéo sur YouTube. Dans cette dernière, le groupe d'« hacktivistes » fustigeait l'état d'urgence actuellement en cours dans notre pays, regrettant « *l'atteinte à la vie privée que pratique l'Etat français à l'égard de ses citoyens* » qu'il implique.

Une situation autorisée pour cause d'un terrorisme que les Anonymous considèrent comme « *excuse pour nous tromper, pour mieux nous surveiller, nous endormir et nous contrôler* ». Ils avaient hier menacé d'autres actions « *si l'état d'urgence n'est pas rectifié* », rappelant ne vouloir « *aucunement faire de la politique* » et ne viser que « *le site du Parti socialiste car il est le parti du dictateur Hollande.* ». Visiblement, ils auraient changé d'avis.

Mise à jour : après les sites du Sénat et celui de l'Assemblée, et après avoir souhaité la bienvenue au nouveau garde des Sceaux, Jean-Jacques Urvoas, en attaquant son blog, les Anonymous s'en sont pris ce matin aux sites des ministères de la Justice et de la Défense.

Si ce dernier est de nouveau sur pied à l'heure où nous écrivons ces lignes, il est toujours impossible de se rendre sur celui du ministère de la Justice. Les choses devraient toutefois revenir en ordre, les Anonymous étant désormais occupés avec les sites gouvernementaux du Burundi, dont la police a arrêté ce matin deux journalistes du *Monde*.



Réagissez à cet article

Source : [rappel] *Les Anonymous s'en prennent au gouvernement français*